

# Documentation de presse

## S O M M A I R E

- Communiqué de presse 2
- Blocage du personnel : une fausse cible 3
- Une santé financière resplendissante 4
- La PIP... peau de chagrin? 5
- Pour un Etat svelte, mais pas anorexique 6

Blocage du personnel à l'Etat du Valais

## La FMEP ne veut pas d'un gel de l'embauche

**Une motion des démocrates-chrétiens haut-valaisans demande de figer le blocage du personnel de l'Etat dans une base légale. Une absurdité qui voudrait faire passer le bien portant pour un malade. L'Etat valaisan respendit de santé, malgré les ixièmes prévisions alarmistes. Et tout canton a besoin d'une fonction publique motivée et forte.**

« L'Etat du Valais est fit ». C'est un autre démocrate-chrétien, l'ancien Conseiller d'Etat Jean-René Fournier, qui l'affirmait. Des chiffres ? Ils abondent. Une multitude d'études neutres témoignent de la sveltesse cantonale : son taux d'administration publique est très faible en comparaison nationale, et les potentiels d'économie parmi les plus bas de Suisse, pour ne citer que deux exemples. La motion déposée par les PDC du Haut-Valais, qui devrait être traitée lors de la session de mai, se trompe de cible. Elle souhaite demander un audit indépendant sur les moyens de mieux utiliser les synergies entre services. En quoi elle enfonce une porte ouverte : l'Etat favorise déjà la perméabilité transversale et la mobilité professionnelle. La nouvelle loi sur le personnel l'a encore confirmé. Surtout, les motionnaires demandent que le gel de l'embauche soit ancré dans une base légale, le temps de réaliser cet audit. La FMEP juge cette exigence déplacée et inacceptable.

### Le Valais peu gourmand en ressources

De 1997 à 2010, la population valaisanne a augmenté de plus de 40'000 personnes. Le premier rôle de la fonction publique est de servir le citoyen. Quand il y a plus de citoyens, il faut davantage de moyens. Or le Canton n'a répercuté que très partiellement la hausse de la population sur la dotation de son personnel : depuis 2001, le taux d'administration publique centrale, qui mesure le nombre d'équivalents plein temps pour mille habitants, a même diminué. Enfin, un Etat est un être vivant. Il s'adapte. Comme les autres, le canton du Valais fait face à de nouvelles charges, par exemple dans l'inspection du travail ou la sécurité. Bien que l'on puisse en partie maîtriser la hausse des effectifs par certaines mesures (informatisation, réorganisation, optimisation des compétences, etc.), toute rationalisation a forcément des limites.

L'Etat du Valais est svelte, très svelte. Trop svelte ? La FMEP entend chaque semaine des témoignages d'un personnel usé par un volume de travail trop large, dépassé, lassé. La santé au travail est un des enjeux majeurs de l'économie occidentale. Pour la Suisse, le coût du stress du salarié atteint 4.6 milliards de francs. Placer la fonction publique valaisanne en danger d'anorexie serait humainement indigne, et financièrement absurde.

**Informations complémentaires:** *Marylène Volpi Fournier, présidente de la FMEP au 078 607 11 06, Beat Walpen, membre du Comité directeur de la FMEP au 079 304 39 73 ou Michel Perruchoud, secrétaire général, au 079 701 73 63.*

## ▪ Blocage du personnel : quand on se trompe de cible

### - Un régime minceur... pour un Etat svelte ?

La motion démocrate-chrétienne veut asseoir le blocage du personnel dans la loi. Les Noirs hauts-valaisans estiment que le canton maîtrise mal son train de vie. Première erreur :

- Le taux d'administration publique du Valais est le plus bas de Suisse romande. Avec 27.06 équivalents pleine temps pour mille habitants, il figure en queue de peloton du classement national. Seuls quatre cantons font mieux : Soleure, Argovie, Schwyz et Appenzell Rhodes Intérieures. (*Source : Base de données des cantons et des villes suisses, 2005*). Pour élargir le contexte, la Suisse est un des pays les moins gourmands en comparaison internationale. Son taux de 14 emplois publics pour cent actifs le situe par exemple nettement derrière l'Allemagne (18%).
- Le potentiel d'économie de l'administration valaisanne se situe à 3%. Seul Thurgovie fait légèrement mieux en Suisse mais il n'a pas non plus un canton bilingue (FR : 10%) et des contraintes géographiques (GR : 12%). *Source : Université de Zurich, 2008-2009*
- Dans les dépenses consacrées à l'éducation, le Valais se situe 16% en dessous de la moyenne nationale. Il côtoie les cantons les plus économes, Vaud, Tessin, et Glaris.

### - La hausse du personnel est modeste et justifiée

L'Etat du Valais a engagé 78 personnes en 2012. La motion du PDC haut-valaisan s'en inquiète, tout comme certains medias qui évoquent une fuite en avant, un auto-allumage de l'emploi dans la fonction publique. Seconde erreur.

De 1997 à 2010, la population valaisanne a passé de 272'000 à 313'000. Une hausse de plus de 40'000 personnes. De nouveaux arrivants, ce sont aussi de nouveaux enfants, donc de nouveaux enseignants pour ne citer qu'un exemple. Adapter la taille de la fonction publique à celle de la population est non seulement logique, c'est aussi indispensable. Or le Valais ne l'a fait qu'au compte-gouttes. Les chiffres en témoignent une fois encore, puisque son taux d'administration publique, qui établit justement un rapport entre population et le nombre de fonctionnaires, a baissé alors même que la population croissait. Il a passé de 28.58 en 2001 à 27.06 équivalents plein temps pour mille habitants en 2005.

### - Certaines charges augmentent

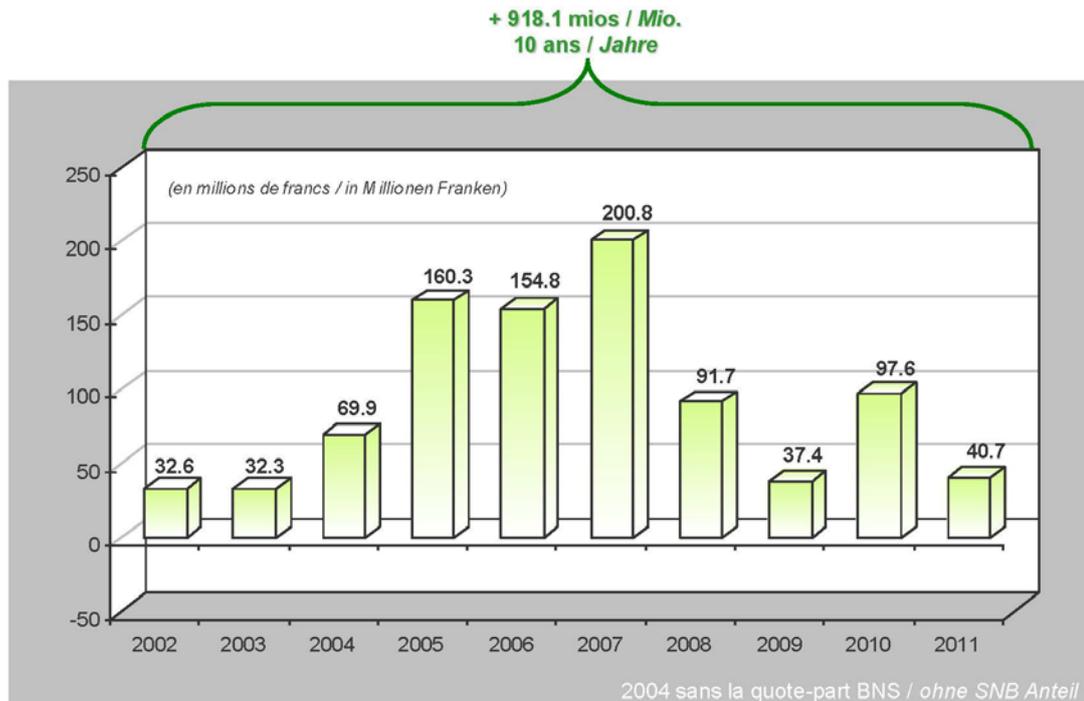
Les accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne distribuent les cartes différemment. La libre circulation demande davantage de moyens pour contrôler le marché du travail. Dans le même temps, la plupart des effectifs des services n'ont pas été adaptés à ces changements, de même qu'à la forte augmentation de la population résidant dans notre canton (p. ex. : service de la population et migration). La répartition des charges entre Confédération, cantons et communes, a également modifié certaines cartes. Ainsi, toutes les prestations collectives de l'AI (logopédie, éducation précoce, enseignement spécialisé, formation professionnelle) sont désormais du ressort des cantons.

Le Canton a déjà rationalisé sa fonction publique. Depuis Administration 2000, il poursuit une politique du personnel rigoureuse et économe.

## ■ La santé financière du Valais est resplendissante

### - Le rouge au placard

Les comptes valaisans sont dans les chiffres noirs depuis 2003. L'excédent de financement approche du milliard de francs. Conséquence, si l'Etat devait distribuer aujourd'hui la fortune nette qu'il détient dans ses caisses, chaque citoyen valaisan recevrait 602.- Qui dit mieux et est-ce le rôle de l'Etat de thésauriser ?



### - Le Valais, un modèle financier dans un contexte difficile

L'Etat présente des comptes excellents malgré des handicaps de naissance. C'est d'abord un canton bilingue, ce qui représente une charge supplémentaire (cf. OFAS : 2%). Il souffre ensuite d'une situation géographique complexe, avec des vallées latérales d'accès malcommode, ce qui par exemple occasionne d'importants frais pour l'entretien des routes et leur sécurité (cf. OFAS : 2%).

### - Une fiscalité adaptée

Le Valais est le champion suisse de l'imposition des familles. En dix ans, leur charge fiscale a diminué de 50%. D'autres allègements sont annoncés dans le cadre de la révision de la loi fiscale. Elles viseront à soulager la facture des impôts de la classe moyenne sur une durée de trois ans. A l'avenir, le corollaire de cette politique pourrait devenir moins un niveau de dépense trop élevé pour le canton qu'une insuffisance de recettes totales.

### - Un audit, pour quoi faire ?

On va chez le médecin quand on se sent mal, pas quand on est en pleine forme. En plus, un audit, ça coûte cher... L'Etat du Valais n'est pas une machine qui crée ses propres besoins en cercle fermé. Il répond à des besoins définis et justifiés. Ses missions sont celles figurant dans les lois votées par le Parlement et il ne fait pas de « l'autoallumage ».

## ▪ La PIP... peau de chagrin ?

### - Une planification par trop prudente ?

La planification intégrée pluriannuelle (PIP) 2012 – 2015 définit les axes prioritaires du canton pour les quatre prochaines années. Elle marque par son pessimisme. Son programme de maîtrise des dépenses prévoit des économies de 388 millions de francs pour les années 2013, 2014 et 2015. L'Etat estime en effet qu'il va passer de l'excès de financement à l'insuffisance.

La théorie du pessimisme est bien connue en matière de prévisions budgétaires. Depuis 2003, on nous répète : attention, préparez vos parapluies ; l'an prochain, le ciel sera très nuageux. Comme en météo, il est toujours plus prudent d'annoncer le mauvais temps. Quand il fait beau, tout le monde est surpris en bien, et personne ne râle. Pour ce qui est des comptes cantonaux, on attend toujours les nuages et la pluie. Heureusement, ils ne sont pas venus. Mais quel crédit apporter aux prévisions budgétaires ?

Ces prévisions de la PIP sont-elles réalistes ? La FMEP ne veut ni ne peut se prononcer. Le contexte économique est fragile et très volatil : crise de la dette dans la zone Euro, les situations de conflit complexes au niveau international rendent toute projection aléatoire... Ce qui semble se dessiner pour l'heure paraît une nouvelle fois moins grave que prédit. Pas de récession en vue en Suisse, comme d'aucuns l'annonçaient et l'annoncent encore. L'impact du franc fort, qu'on décrivait catastrophique, n'est finalement pas aussi lourd. Pour le Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO), la croissance devrait atteindre 0.8% en 2012 et 1.8% en 2013, selon les derniers chiffres publiés en mars. On irait donc plutôt vers un léger mieux.

### - Au cas où... économie dans 4 secteurs !

La FMEP défend les intérêts de ses 9'000 membres, c'est évident. Ce qui ne l'empêche pas d'être réaliste et responsable. Si les finances publiques se détérioraient, elle entrerait en matière sur des mesures d'économie. Mais pas n'importe comment. D'abord, elles devraient s'opérer sur quatre secteurs, et non plus uniquement sur les employé-e-s de l'Etat comme on l'a fait jusqu'à aujourd'hui. Il faudrait ensuite qu'on coupe au bon endroit, là où on peut le faire, et non de façon linéaire en grappillant des économies un peu partout.

Si au demeurant, des esprits chagrins veulent rendre anorexique un Etat "fit", la FMEP propose des économies rationnelles:

- Sur les subventions acquises (paraétatique)
- Sur les investissements
- Sur les amortissements. Le Canton a consenti 1.7 milliard d'amortissements en dix ans. Est-ce vraiment indispensable dans un contexte de taux d'intérêts très faible ?
- Sur le personnel, ses 3500 employé-e-s d'Etat et 4500 enseignants.

## ▪ L'Etat en sous-régime, la fonction publique en surchauffe

### - De plus en plus de soucis dans la santé au travail

La FMEP est en première ligne pour entendre les problèmes de ses membres. Depuis plusieurs mois, les témoignages de situations de stress et de tensions se multiplient. Le phénomène n'est pas propre au secteur public. Le privé est également touché. Et les chiffres sont inquiétants : les Valaisans sont d'abord plus nombreux à se déclarer insatisfaits au travail. Selon une étude, ils sont 15% (contre 12.3% en moyenne suisse). Ils ressentent aussi moins de plaisir au travail que leurs collègues des autres cantons (24.4% contre 19.9% en moyenne suisse). Plus inquiétant encore, le problème s'est amplifié durant ces dernières années.

Tout le monde reconnaît la gravité de la situation et l'importance de l'enjeu. Ce n'est pas avec un régime minceur qu'on va le résoudre. Au contraire. D'un point de vue purement financier, ce serait un faux calcul : des gens démotivés sur leur place de travail, c'est plus de maladie, d'absentéisme, de frais médicaux. Une seule journée d'absentéisme coûte 600 à 1'000 francs chaque jour à la collectivité. L'argent gagné d'un côté serait largement perdu de l'autre.

### - Des humains, des fois qu'on l'oublierait...

Des salariés, qu'ils évoluent dans le public ou dans le privé, ce sont bien plus que des salaires ou des chiffres dans les colonnes d'un budget. Ce sont d'abord des êtres humains, qui ne savent plus où donner de la tête, sont démotivés, tendus. La fonction publique valaisanne ressent un manque de disponibilité pour assumer sa fonction première : être au service du public. La qualité des services fournis par la fonction publique valaisanne est très bonne en comparaison romande. Ce n'est pas la FMEP qui l'affirme, mais différentes études des Chambres de commerce de Suisse romande réalisée entre 2004 et 2011 (« La qualité des services offerts aux entreprises »). Il en est ressorti qu'un des principaux problèmes des administrations réside... dans la disponibilité du personnel de l'Etat.

L'option d'un Etat « fort mais svelte », pour reprendre les mots de l'ancien Conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz, n'est pas mauvaise en elle-même. La fonction publique y a contribué dans toute la Suisse, dans le canton du Valais en particulier : non octroi du renchérissement, diminution de l'âge de la retraite dans certains secteurs, réorganisation des structures, abrogation du statut de fonctionnaire, contraintes globales devenues très similaires à celles du secteur privé.

Mais l'excès de zèle serait dramatique. De la force, on passerait à la faiblesse et de la minceur à l'anorexie.

